



la lettre de la. coopération décentralisée

**MAI
2011**

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	7
Asie	9
Europe	10
Méditerranée	11
Jeunesse.....	16
Tourisme responsable.....	17
Institutions européennes	18
Actualités.....	19
Agenda	20
Publications	22

Editorial

Paris, le 4 mai 2011



Bernard Stasi, fondateur de Cités Unies France qu'il a présidée pendant trente ans, est décédé à Paris aujourd'hui.

Animé d'une formidable énergie et d'une immense envie de vivre, il aura lutté jusqu'au bout contre la maladie qui allait l'emporter.

En mon nom, au nom des membres du bureau exécutif et de toute l'équipe de Cités Unies France, au nom des maires, des présidents de conseils généraux et de conseil ré-

gionaux, membres de Cités Unies France, je tiens à exprimer ma profonde tristesse et j'adresse à sa famille et à ses proches mes plus sincères condoléances.

Nous nous souviendrons de Bernard Stasi comme l'un des principaux inspirateurs de l'action internationale des collectivités territoriales. Sa contribution à l'épanouissement de la coopération décentralisée fut déterminante.

Profondément attaché au dialogue, démocrate convaincu, il a fait de Cités Unies France un espace de pluralisme politique.

Nourrissant un attachement profond pour l'Afrique et la Méditerranée, mais aussi pour l'Amérique latine qui représentait une part de son ascendance familiale, il n'a eu de cesse de défricher de nouveaux territoires.

Nous ne l'oublierons pas.

Charles Josselin
Président de Cités Unies France

Charles Josselin, président de Cités Unies France, souhaite également faire part des condoléances de **Kadir Topbas, maire d'Istanbul et président de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)**, qui dans sa lettre du 4 mai rend hommage à Bernard Stasi : « *Nous connaissons tous les hautes responsabilités qu'avait occupées Monsieur Bernard Stasi... Il a été un ardent défenseur du rôle des collectivités locales dans le développement et la solidarité et nous n'oublions pas non plus qu'il avait eu un rôle essentiel dans la création de CGLU* ».

ACTUALITÉS BENIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Campagne pour les élections législatives au Bénin

Fin de campagne électorale pour les candidats aux élections législatives du 30 avril. La femme du président Bonni Yayi se lance dans la politique en proposant sa candidature dans la circonscription de sa ville d'origine, Ouidah, la troisième ville du pays.

(Source : Jeune Afrique)

Changement à l'Ambassade de France à Madagascar

Clotilde Neels, volontaire chargée de la coopération décentralisée au Bénin a quitté ses fonctions le 15 avril. Florian Marchadour, qui occupe ce poste à Madagascar, a terminé son contrat fin avril. Ces deux postes seront remplacés.

L'Espace Volontariats Bénin est ouvert

Depuis le 20 avril 2011, l'Espace Volontariats a ouvert ses portes dans les locaux de l'Institut Français (ex CCF) de Cotonou. Ce lieu, dédié au Volontariat Français, s'inscrit dans la démarche d'amélioration qualitative et quantitative des missions de solidarité internationale initiée par France Volontaires, la plateforme associative du Volontariat International d'Echanges et de Solidarité.

L'espace Volontariats a pour missions d'informer, de conseiller, d'orienter et de mettre en réseau tous les acteurs du volontariat présents au Bénin (candidat au volontariat, volontaire en mission, structure accueillant ou souhaitant accueillir un volontaire, structure d'envoi...). Une équipe de trois personnes y travaille en permanence. Une connexion Internet gratuite et une documentation fournie sont mises à la disposition du public.

En 2011, l'espace Volontariats propose, entre autres, des sessions d'information sur les différents dispositifs français d'engagement volontaire, une réunion annuelle d'échanges entre tous les Volontaires Internationaux d'Echanges et de Solidarité (VIES) et des ateliers thématiques. L'espace Volontariats participera activement à la journée du Volontariat Français, à la journée européenne du Volontariat et à la journée internationale du Volontariat en décembre.

Contact : Espace Volontariats Bénin

Situé à l'Institut Français (ex Centre Culturel Français) de Cotonou

Ouvert du mardi au vendredi, de 9h à 12h30 et de 15h à 18h, et le samedi de 9h à 12h30

Boîte Postale : France Volontaires 01 BP 344 RP Cotonou

Tél. : 00 229 22 15 25 03 / 00 229 96 11 23 59

Personne contact :

Sylvie Dagba, animatrice de l'Espace Volontariats

Courriel : espace-volontariats.benin@francevolontaires.org

Site Internet : www.reseau-espaces-volontariats.org/benin

ACTUALITÉS BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damliens, vice-président du Conseil régional du Limousin et adjoint au maire de Guéret

Nouveau gouvernement au Burkina Faso

Suite au limogeage, le 15 avril dernier, du Premier ministre Tertius Zongo en réaction aux mutineries au sein de la garde présidentielle, l'ambassadeur du Burkina Faso à Paris, Luc Adolphe Tiao, a été nommé à la tête du gouvernement le 19 avril 2011. Le nouveau Premier ministre a annoncé, le 21 avril, la constitution de son nouveau gouvernement composé de 29 ministres. Un décret lu à la télévision publique RTB stipule que « le Président du Faso, chef suprême des armées, assume les fonctions de ministre de la Défense et des Anciens combattants ».

(Sources : AFP et Jeune Afrique)

Compte-rendu de la réunion du groupe-pays Burkina Faso

La réunion du groupe-pays Burkina Faso du 8 avril dernier a permis de faire le point sur le contexte social, politique et économique du Burkina Faso en présence du représentant de l'ambassadeur du Faso en France. Parmi les principaux thèmes abordés, il a aussi été question de l'accès aux services liés à l'énergie et les opportunités pour la coopération décentralisée, ainsi que des recommandations du MAEE sur la conduite à suivre pour continuer la coopération décentralisée.

Pour plus de renseignements :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique56>

ACTUALITÉS COTE D'IVOIRE

Situation en Côte d'Ivoire

Après quatre mois de crise politique, l'ancien président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, a laissé sa place à Alassane Ouattara le 5 avril 2011. L'actuel gouvernement a annoncé, mercredi 20 avril, l'ouverture des « enquêtes préliminaires » contre le président déchu et son entourage sous motif de violations des droits de l'homme lors de leur tentative de garder le pouvoir après les élections présidentielles de novembre 2010. La confrontation aura fait 1 500 morts et près d'un million de personnes a fui les combats dans Abidjan.

Cependant, les pro-Gbagbo continuent la résistance et les tensions ne sont toujours pas apaisées au sein de la population.

(Sources : l'Express, Afrik.com, Le Figaro)

ACTUALITÉS MALI

Président du groupe-pays Mali : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe

Une femme à la tête du gouvernement malien

Le 3 avril dernier, c'est une femme qu'Amadou Toumani Touré a nommée à la tête du gouvernement malien. Mariam Kaidama Cissé succède à Modibo Sidibé, démissionnaire.

Originaire de Tombouctou, Mariam Kaidama Cissé, 63 ans, devient donc la première femme Premier ministre du Mali, pays qui peine à réformer son code de la famille et accorder ainsi davantage de droits aux femmes.

(Source : Jeune Afrique)

Vers un renforcement de la démocratie malienne et une transparence des élections ?

Un comité interministériel a été mis en place afin de contribuer à la bonne organisation des élections de 2012 ainsi qu'à la mobilisation des ressources humaines et financières nécessaires.

La mise en place d'un fichier électoral fiable et de cartes d'électeurs sécurisées est prévue au même titre que la supervision indépendante des élections, ou encore la rationalisation des coûts d'organisation des scrutins.

(Source : AFP)

Sécurité au Mali

L'ambassade de France au Mali a récemment déclaré un risque de prise d'otage très élevé pour les ressortissants français au Mali (surtout dans la Région de Mopti). Le gouvernement malien a quant à lui affirmé, vendredi 22 avril, « qu'aucune preuve tangible ne permettait de soutenir cette prétendue insécurité susceptible d'entraver la liberté de circulation des personnes et de leurs biens... ». Il est recommandé aux ressortissants français d'accroître leur vigilance et d'appliquer des mesures de sécurité appropriées.

(Source AFP, Ambassade de France au Mali)

Prochaine réunion du groupe-pays Mali

Le jeudi 12 mai 2011 se tiendra la réunion du groupe-pays Mali, de 10h00 à 13h00, dans les locaux de Cités Unies France.

ACTUALITÉS MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, vice-président du Conseil général de l'Eure

Remaniement du gouvernement à Madagascar

Le remaniement du gouvernement de Andry Rajoelina, président de la Haute Autorité de Transition, a été annoncé le 26 avril 2011. Le général Albert Camille Vital a été reconduit au poste de Premier ministre ainsi que huit autres ministres. Le gouvernement est composé de trente-deux ministres dont six femmes.

Ce changement s'est effectué dans une volonté d'ouverture et d'élargissement aux différentes oppositions. La place de ministre des Affaires étrangères a été attribuée à Yvette Sylla, veuve de l'ancien Premier ministre de Marc Ravalomanana. Ce poste stratégique doit convaincre la communauté internationale que Madagascar est engagé dans un processus consensuel.

(Source : RFI)

Mission de Cités Unies France à Madagascar

Cités Unies France effectue une mission à Madagascar, du 27 avril au 7 mai, menée par Alain Huard, président du groupe-pays et vice-président du Conseil général de l'Eure. Elle vise à rencontrer des interlocuteurs techniques et institutionnels du groupe-pays.

ACTUALITÉS MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député-maire d'Argenton-sur-Creuse

Manifestations en Mauritanie

Les « jeunes du 25 février », nom donné suite à leur première manifestation, continuent de s'opposer au pouvoir du président Mohamed Ould Abdel Aziz à travers leur jour de la colère. Ces manifestants sont rejoints par de nombreuses jeunes femmes et font écho aux manifestations étudiantes et ouvrières du mois d'avril.

Source : The Canadian Press, mauritanie-web.com

Réunion AIMF le 4 avril 2011, à Nouakchott

La réunion du Bureau de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) a eu lieu à Nouakchott le 4 avril. Présidée par Bertrand Delanoë, la réunion a eu pour thème principal la modernisation des services municipaux, notamment les services financiers et l'appui à la valorisation du patrimoine local.

(Source : Crimed)

SENEGAL

Présidente du groupe pays Sénégal : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire de Lille Métropole

Cri de banlieue : « Y en a marre »

Un cinquième de la population sénégalaise vit actuellement en banlieue (environ 3 millions de personnes). Le mouvement apolitique « Y en a marre » est né suite à une énième interruption de la fourniture en électricité dans une banlieue de Dakar durant le mois de janvier 2011. Cette population représenterait actuellement une partie non négligeable de l'électorat et de la jeunesse sénégalaise.

Chômage, insécurité, insalubrité sont autant de facteurs mobilisant ces jeunes autour d'une même cause. Ce mouvement avait appelé la population à descendre dans la rue le 19 mars dernier.

Les revendications socio-économiques grandissantes soutenues par de nombreux rappers sénégalais encouragent les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales en vue des élections présidentielles de 2012.

(Source : Afrik.com)

Plan Takaal : l'AFD au secours de la SENELEC

L'Agence Française de Développement (AFD) au Sénégal a prévu d'investir 50 millions d'euros d'ici fin juin pour la réhabilitation du parc de production (soit 14 centrales) de la Société nationale d'électricité (SENELEC). L'AFD a déjà investi plus de 30 millions d'euros en 2008 pour redresser la SENELEC, mais l'entreprise continue d'être plombée par un lourd passif. Le nouveau plan de redressement de la SENELEC, le Plan Takaal, consistera en un financement des investissements urgents et nécessaires dans les mois qui viennent.

(Source : Afrik.com)

Salon des Maires à Dakar

L'Association des maires du Sénégal organise la première édition du Salon des Maires et des Communes du Sénégal, qui se tiendra à Dakar, du 22 au 24 septembre 2011. Près de 6 000 personnes y sont attendues. Il aura pour particularité d'être un salon d'affaires, où « élus, décideurs, entreprises et partenaires au développement pourraient, ensemble, confronter leurs expériences, découvrir les dernières innovations technologiques et ainsi mieux préparer l'avenir des communes ».

Ce salon s'articulera entre espaces dédiés aux différents secteurs d'activités et conférences thématiques axées sur la vie des collectivités locales.

Pour plus d'informations : www.globalcitesenegal.com

Accord de partenariat

Le Conseil régional de Sedhiou et le Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR) ont signé, le 18 avril dernier, une convention de coopération multisectorielle. L'objectif est d'assurer l'accompagnement de cette région naissante où la pauvreté est fortement présente.

(Source : Dakarpresse)

ACTUALITÉS SENEGAL

Mission de Cités Unies France au Sénégal

Cités Unies France effectuera une mission à Dakar, du 26 au 29 mai 2011. Elle visera, notamment pour le compte de la Plate-forme « coopération et tourisme responsable », à prolonger la réflexion, entamée lors du déjeuner du 4 mars dernier, dédié au tourisme au Sénégal. Des échanges sont voulus entre les partenaires sénégalais dans le cadre d'une réunion des collectivités sénégalaises et des acteurs institutionnels tels que l'ANPT, la FNOTSI, les offices de tourisme régionaux ou l'AFD.

Cette rencontre se tiendra à la suite des 2^{èmes} Assises internationales du tourisme et de l'économie solidaires organisées lors du Salon du Tourisme, des Industries Culturelles et de l'Artisanat d'Art (TICAA) les 27 et 28 mai.

ACTUALITÉS NIGERIA

Elections présidentielles

Le président sortant, Goodluck Jonathan, membre du Parti démocratique du peuple (PDP), a remporté l'élection présidentielle le 16 avril dernier, contre Muhammadu Buhari, candidat du Congrès pour le changement démocratique (CDD) et ancien chef de la junte militaire.

Des émeutes ont alors éclaté en contestation des résultats.

Selon l'ONG « Civil Rights Congress » et la Croix Rouge, on décompte plus de 200 morts, entre 25 000 à 40 000 personnes déplacées, 400 blessés, et ce malgré les appels à la non-violence du candidat de l'opposition.

De nombreux partisans n'auraient pas été autorisés à voter et certains commentateurs dénoncent des résultats anormalement élevés dans plusieurs Etats du Sud (95 ou 99% des voix en faveur de Goodluck Jonathan). Les élections ont cependant été jugées transparentes et crédibles par les observateurs. La Commission électorale nationale a été saisie pour se prononcer quant à la régularité de ces élections.

(Source : AFP, Jeune Afrique)

Calendrier prévisionnel : Appels à propositions ANE-AL 2011 (Afrique)

Cameroun :

1 000 000 euros pour les autorités locales (budget 2011-2012)

Priorités prévisionnelles de l'appel :

-Renforcer la coopération et la mise en réseau des Autorités locales et acteurs non étatiques dans un contexte de décentralisation.

-Promouvoir l'héritage culturel pour une meilleure connaissance et un meilleur partage des valeurs citoyennes

Date de publication estimée : juillet 2011

Tchad

300 000 euros pour les autorités locales (budget 2011)

Priorités prévisionnelles de l'appel :

-Renforcer leurs capacités à mettre en oeuvre leur mandat, à représenter leurs administrés et répondre à leurs nouvelles prérogatives.

Date de publication estimée : décembre 2011

Gabon

800 000 euros pour les autorités locales (budget 2011)

Priorité prévisionnelle de l'appel :

-Décentralisation

Date de publication estimée : septembre 2011

Guinée-Bissau

1 250 000 euros pour les autorités locales (budget 2011)

1 appel, 2 lots pour autorités locales et acteurs non-étatiques.

Les autorités locales seront cofinancées à la condition sine qua non qu'une alliance claire soit établie avec des acteurs non-étatiques.

Priorité prévisionnelle de l'appel :

-Services de base (santé, éducation) et culture comme vecteur de développement économique et social.

Date de publication estimée : octobre 2011

Niger

750 000 euros pour les autorités locales (budget 2012)

Date de publication estimée : décembre 2011

Sénégal

750 000 euros pour les autorités locales (budget 2011)

Priorités prévisionnelles de l'appel :

-Droits humains, citoyenneté, environnement et autres compétences transférées

Date de publication estimée: octobre 2011

1 000 000 euros pour les autorités locales (budget 2012)

Date de publication estimée : mars 2012

ACTUALITÉS TOGO

Président du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, conseillère de la Communauté de communes de la Côte Roannaise

Réunion du groupe-pays Togo, 7 avril 2011

La réunion du groupe-pays Togo s'est déroulée en présence de représentants de l'Ambassade du Togo. Le groupe a fait un état des lieux de la coopération décentralisée franco-togolaise pour la période 2007/2010. Des questions sur le cofinancement de projet par le MAEE et l'UE ont été soulevées. Philippe Mouton, du programme Solidarité Eau, a introduit le thème de l'eau et de l'assainissement. Un focus a été fait sur la sécurité au Sahel et ses incidences sur la coopération décentralisée.

Réunion « Coopération transfrontalière et coopération décentralisée »

Le jeudi 12 mai, de 14h30 à 16h30, sera organisée une réunion transversale du pôle Afrique subsaharienne : « Coopération transfrontalière et coopération décentralisée », sous l'impulsion de plusieurs collectivités et de la Mission Opérationnelle Transfrontalière.

ACTUALITÉS NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

Evolution de la situation politique au Niger

Jeudi 21 avril 2011, le président nigérien, Mahamadou Issoufou, et son Premier ministre, Brigi Rafini, ont annoncé la formation du nouveau gouvernement. Celui-ci est composé de 23 membres dont sept femmes, essentiellement issus du parti au pouvoir, le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS).

Mardi 19 avril, Hama Amadou, ex-Premier ministre du Niger, de 2000 à 2007, sous le régime du président déchu Mamadou Tandja, a été élu président de la nouvelle Assemblée nationale. Arrivé troisième au premier tour du scrutin présidentiel, Hama Amadou avait soutenu Mahamadou Issoufou, favorisant son élection avec 58% des suffrages au second tour le 12 mars 2011.

(Source AFP)

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukouï, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Niger, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Sénégal, programmes concertés)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine

Haïti - une reconstruction avec les maires : dernières évolutions

La direction de Cités Unies France s'est rendue en Haïti, du 10 au 19 avril, afin de poursuivre l'avancement des actions de reconstruction, financées par les dons d'une centaine de collectivités territoriales et une subvention de la Fondation de France.

Avec ses partenaires canadiens et néerlandais, et en accord avec les donateurs, Cités Unies France a fait le choix de favoriser un rôle clef des maires et les communes dans les efforts de reconstruction et d'aménagement. Ceci n'est pas le choix de facilité dans un pays où les ONG et le monde onusien sont omniprésents et la puissance publique en retrait.

La démarche intercommunale, initiée par les maires de quatre communes de la région des Palmes, prend corps, peu à peu, au gré des questions concrètes à gérer et arbitrer.



Une école provisoire visitée à Gressier

Le choix des terrains pour les écoles fondamentales se révèle délicat, où plusieurs avis comptent. Il est indispensable, mais bien difficile, d'avoir une vue d'ensemble de la « carte scolaire ». Plusieurs nouveaux partenariats de coopération décentralisée se préparent ou se mettent en place.

Ainsi, le « consortium » du Grand Ouest, réunissant le conseil général des Côtes d'Armor, les villes de Rennes, Nantes et Nantes Métropole, le conseil régional de Bretagne, la communauté de communes du Kreiz Breizh et de Lannion Trégor Agglomération, met en place une coopération avec l'Association des Maires du Département de la Grande Anse (AMAGA).

Ceci se fait en lien étroit avec CUF et les projets de reconstruction d'un lycée et de relance d'un centre de formation agricole, cofinancés par les fonds de solidarité.

Deux collectivités adhérentes, les Communautés d'agglomération du Centre de la Martinique et de Cergy-Pontoise mobilisent, avec CUF et en lien avec l'ensemble des partenaires, leur savoir-faire en appui de la démarche intercommunale initiée par les maires de Gressier, Léogane, Petit et Grand Goâve de la région des Palmes, située très proche de l'épicentre.

Ainsi, quand le fonds de solidarité aura été épuisé, le réseau des collectivités françaises et haïtiennes sera renforcé. Ce maillage de territoires est une formidable valeur ajoutée de la coopération française.

Charles Josselin et le président du groupe-pays Haïti, Christian Dupuy ou son représentant, Jean-Louis Testud, mèneront une délégation d'élus en Haïti, en juin, afin de pouvoir rencontrer les nouvelles autorités nationales, et les maires partenaires de CUF. La délégation fera un plaidoyer pour la poursuite et l'approfondissement de la décentralisation.



La partie de la mairie de Léogane qui a résisté au séisme

ACTUALITÉS HAÏTI

Résultats définitifs de l'élection présidentielle

Le Conseil Electoral Provisoire (CEP) a publié, le 20 avril 2011, les résultats définitifs de l'élection présidentielle tenue le 20 mars dernier en Haïti. Les résultats confirment Michel Martelly comme nouveau président. Il a obtenu 716 986 votes, soit 67,57 % des voix, ce qui correspond aux données préliminaires rendues publiques le 4 avril dernier. La cérémonie d'investiture aura lieu le 14 mai 2011.



Amérique latine & caraïbes

Appel à projets conjoint franco-brésilien de coopération décentralisée tripartite en faveur d'Haïti et du continent africain

La délégation française a participé le 13 avril 2011 au Palais de la Présidence brésilienne à Brasilia à la cérémonie du lancement officiel de cet appel à projets. La présence de deux ministres d'Etat, Luis Sergio Nobrega de Oliveira du Secrétariat de relations institutionnelles de la Présidence et Heloisa Menezes, du développement économique-industrie et commerce à la cérémonie du lancement, a démontré l'importance de l'attachement du Brésil à ce premier appel franco-brésilien.

Ont également présidé la cérémonie : Olavo Noieto, Secrétaire d'Etat chargé des affaires fédératives, Alberto Kleiman, conseiller spécial, Marco Farani, directeur de l'ABC, Idalbert Pierre-Jean Ambassadeur d'Haïti, Thomas Suku-tai Bvum, Ambassadeur de Zimbabwe, doyen du groupe des ambassadeurs africains à Brasilia, Yves Saint-Geours, Ambassadeur de France, et Gilberto Perre, secrétaire exécutif du Front National des Maires.

L'appel est disponible sur les sites Internet suivants :

- Portail de la coopération décentralisée sur le site du MAEE :

<https://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?menuid=575&lv=2&aid=570>

- Sous-direction aux affaires fédératives de la présidence de République du Brésil :

<http://www4.planalto.gov.br/saf-projetos>

- Ambassade de France au Brésil :

<http://www.ambafrance-br.org>

Le dépôt des dossiers pour cet appel est ouvert du 15 mai au 5 septembre 2011.



Lancement officiel de l'appel à projets au Palais de Planalto

BRESIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Les IV^e Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne du 16 au 18 novembre 2011, à Fortaleza

Antoine Joly, délégué pour l'Action extérieure des collectivités territoriales, Gérard Bodinier, conseiller du président Michel Vauzelle, et Felicia Medina, chargée de mission de CUF, se sont rendus à Brasilia du 10 au 14 avril. Ils ont participé à la réunion qui s'est tenue à l'Ambassade de France à Brasilia dans l'optique de préparer les IV^e Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne. Ces Assises se dérouleront du mercredi 16 au vendredi 18 novembre 2011, à Fortaleza au Brésil.

Au cours de cette réunion, le Secrétariat des Affaires Fédératives, le Front National des Maires (FNP) et la ville de Fortaleza ont formulé une proposition de programme. Il a été décidé de faire évoluer la formule et le format établis à Marseille, en 2006, eux-mêmes repris et adaptés en 2007 et 2009 et basés sur l'alternance entre tables rondes et ateliers, pour privilégier un travail en profondeur sur des sujets plus ciblés et plus concrets, au travers d'ateliers réduits constituant de véritables groupes de travail.

Un thème principal a été retenu, recoupant des enjeux très présents dans les coopérations en cours, en l'occurrence la place de l'innovation dans le développement territorial et la place de la composition et de la méthodologie des clusters, pôles de compétitivité et les autres parcs technologiques. Cette proposition a été présentée à la réunion du groupe-pays Brésil du 21 avril, réunion dont vous trouverez le compte-rendu bientôt sur le site de Cités Unies France.

CUBA

Présidente du groupe-pays Amérique centrale et Cuba : Chantal Bourvic, conseillère générale, Conseil général du Val-de-Marne

VI^e congrès du Parti communiste de Cuba

Le VI^e congrès du Parti communiste cubain (PCC, parti unique) s'est tenu du 16 au 19 avril 2011. Au cours de ce congrès, le premier depuis 14 ans, les 1 000 délégués ont approuvé un programme de 311 réformes. Marino Murillo, économiste, sera le « mécanicien » de la restructuration économique. Il est membre du nouveau bureau politique. Celui-ci a été réduit de 24 à 15 membres dont une femme.

ACTUALITÉS AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Journée de l'Amérique latine et des Caraïbes

En France a été instituée la Journée de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui aura lieu le 31 mai de chaque année. Le Sénat vient de voter la résolution présentée par Jean-Marc Pastor, sénateur du Tarn.

Pour plus d'informations :

http://www.senat.fr/cra/s20110216/s20110216_9.html#par_321

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (pôle Amérique latine et Caraïbes)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Mexique)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

JAPON

Les actions de solidarité menées par les collectivités françaises envers le Japon

Après le séisme et le tsunami qui ont durement touché le Japon le 11 mars dernier, les collectivités territoriales françaises se sont mobilisées pour venir en aide aux collectivités japonaises.

L'ampleur de la catastrophe a conduit Cités Unies France à ouvrir, à la demande de ses adhérents, un fonds d'urgence. Ainsi, un **compte bancaire spécial pour le fonds « Collectivités territoriales – séisme Japon »** a été créé et pourra être abondé par toute collectivité locale désireuse de répondre à cet appel à solidarité (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1228>).

Cités Unies France tient à remercier les collectivités territoriales françaises qui ont d'ores et déjà répondu à cet appel.

Cet engagement permettra de participer à la réhabilitation des territoires touchés par le séisme et la mise en place d'actions de soutien aux populations sinistrées. L'argent recueilli sera distribué en collaboration avec le Centre japonais des collectivités locales (CLAIR) et servira à l'urgence et à la reconstruction à long terme.



Vente de gâteaux japonais au Marché couvert de Nancy

D'autres actions ont été menées par les collectivités territoriales. Outre une participation de leur part au fonds d'urgence créé, certaines collectivités territoriales ont mis en place leur propre dynamique de solidarité.

Parallèlement, une réunion spéciale « séisme Japon » a eu lieu le 29 mars 2011, dans les locaux de Cités Unies France, en présence de l'Ambassade du Japon en France et CLAIR Paris.

Dans le cadre des Troisièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, la première réunion du comité de pilotage français a eu lieu le 6 avril 2011, et a été mise à profit pour réfléchir collectivement à l'aide que les collectivités territoriales françaises peuvent apporter au peuple japonais.

Les actions de solidarité menées par les collectivités françaises envers le Japon sont mises à jour quotidiennement sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org).



Nancy : Boîte de collecte, stand d'origami, Place Maginot

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Simoné Giovetti, chargé de mission (Pakistan)

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal délégué aux relations internationales de la ville de Toulouse

Le 12 mai 2011 : Journée sur la coopération santé France-Vietnam

La journée du 12 mai, consacrée à la coopération santé France-Vietnam, sera présidée par Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France. Après un échange sur les réalités de la coopération santé au Vietnam, une réflexion sera proposée autour de l'idée des réseaux de compétences entre hôpitaux, collectivités territoriales et ONG. Le programme et le bulletin d'inscription sont téléchargeables sur le site de Cités Unies France.

Pour plus d'information : <http://lorientvietnam.com/>

CHINE

Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du Conseil régional de Rhône-Alpes, délégué à l'Europe et aux relations internationales

Première réunion du groupe-pays, le 1^{er} juin 2011, de 10h30 à 12h00, à Cités Unies France

Les collectivités territoriales françaises engagées en coopération décentralisée en Chine, ou celles qui souhaiteraient l'être, sont invitées à prendre part à la prochaine réunion du groupe-pays Chine, organisée en lien avec l'ARF. L'ordre du jour et le bulletin de participation sont en ligne sur notre site Internet, rubrique « Groupes-pays/Asie/Chine ».

INDE

Président du groupe-pays : Claudy Lebreton, président du Conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France (ADF)

Prochaine réunion du groupe-pays, le 7 juillet 2011

A l'occasion de la deuxième édition du forum pour l'action internationale des collectivités, qui aura lieu au Palais des Congrès de Paris, le groupe-pays Inde se réunira le 7 juillet. Les collectivités françaises déjà engagées en coopération décentralisée en Inde et celles qui le souhaiteraient sont invitées à prendre part à cette réunion.

ACTUALITÉS BALKANS



Le Courrier des Balkans

Le portail francophone des Balkans

ACTUALITÉS ALBANIE

Des élections sous tensions

Les Albanais iront aux urnes le 8 mai prochain, pour des élections locales, alors que le pays est plongé dans une sévère crise politique depuis les élections parlementaires de juin 2009, dont les résultats sont toujours contestés par l'opposition.

Or, l'OSCE vient de publier un rapport accablant sur le processus électoral. Ce rapport pointe de nombreux dysfonctionnements : manipulations de listes, code électoral lacunaire et violences contre les candidats.

Ce scrutin test, en pleine crise politique, suscite déjà de vives polémiques.

CROATIE

Le TPIY condamne le général Gotovina à une lourde peine

Le TPIY a rendu, vendredi 15 avril, son verdict contre les trois généraux croates Ante Gotovina, Mladen Markac et Ivan Cermak, reconnus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans le cadre de l'opération « Oluja » de reconquête de la Krajina, en 1995. Les deux premiers accusés ont écopé de lourdes peines de prison.

Des manifestations ont éclaté à Zagreb et dans beaucoup de villes de Croatie, dénonçant à la fois le TPIY, l'Union européenne et le gouvernement croate, accusé de « trahison » pour avoir livré les généraux à la justice internationale.

KOSOVO

Atifete Jahjaga, présidente de compromis pour Kosovo en crise

Atifete Jahjaga, une jeune femme de 36 ans, général de police, parfaitement inconnue du grand public et novice en politique, a été élue jeudi 7 avril, Présidente du Kosovo. Son choix par les députés est le résultat d'un compromis entre les factions rivales (PDK, AKR et LDK), négocié par l'Ambassadeur américain au Kosovo, Christopher Dell.

Cette intervention directe du diplomate suscite un scandale dans le pays. Cet épilogue provisoire ne solde pas la crise politique, le gouvernement de Hahsim Thaci demeurant extrêmement fragile.

Dans le même temps, l'Etat kosovar est au bord de la faillite. Le Parlement a voté une hausse majeure des salaires de fonctionnaires, ce qui était une promesse de campagne du candidat Thaci, mais cette décision a entraîné le gel du programme d'aide négocié en 2010 avec le FMI.

Pour contacter « Le Courrier des Balkans » :
balkans@courriers.info / 09 50 72 22 26

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie, Europe du Sud-Est)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS ARMÉNIE

Création du groupe-pays Arménie de Cités Unies France

Le groupe-pays Arménie a été créé suite à la réunion du Bureau exécutif de Cités Unies France le 13 avril. Le bureau a décidé de confier sa présidence au Conseil général des Hauts-de-Seine.

Les personnes intéressées sont invitées à manifester leur intérêt (en envoyant noms/ fonction/ collectivité locale/ adresse email/ téléphone) si elles souhaitent participer aux prochaines activités du groupe auprès de Simoné Giovetti, chargé de mission Arménie, à s.giovetti@cites-unies-france.org.

Méditerranée

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille

Le fonds de soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine

27 avril 2011 : le secrétaire d'Etat à l'intérieur du Royaume du Maroc, Saad Hassar, en déplacement à Paris, a rendu visite au ministre de l'Intérieur français et a rencontré Henri de Raincourt, ministre de la Coopération, en vue notamment de procéder à la signature de trois accords bilatéraux portant sur le renforcement de la gouvernance territoriale au Maroc. A cette occasion, l'accord relatif au fonds de soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine a été signé.

Ce dispositif conjoint, doté de près de 2,1 millions d'euros, se décline autour de trois composantes : un appel à projet destiné à cofinancer les projets de coopération décentralisée, une bourse des projets pour mobiliser l'expertise des collectivités territoriales françaises et des séminaires de capitalisation.

Des informations plus précises seront diffusées au groupe-pays Maroc et communiquées au sein du site Internet de Cités Unies France.

Un projet de régionalisation avancé dans la réforme constitutionnelle en cours

Le roi du Maroc, Mohammed VI, a annoncé une "réforme constitutionnelle globale", qui sera suivie d'un référendum, dans un discours à la nation prononcé mercredi 9 mars, le premier après les manifestations du 20 février au Maroc. Le roi a également annoncé une série de mesures pour renforcer le pluralisme, les Droits de l'Homme et les libertés individuelles, l'indépendance de la justice, ainsi que le rôle des partis politiques. Au nombre des autres projets d'envergure officiellement relancés par le roi figure la question de la régionalisation.

De nouvelles instances régionales, dont sera issu un exécutif régional, seront élues au suffrage universel direct et ne dépendront plus des walis (l'équivalent de nos préfets de région).

Cet exécutif sera représenté au sein de la deuxième chambre du Parlement marocain. Cette réforme importante du système institutionnel marocain s'effectue en concertation avec les partis politiques, les syndicats et la société civile, tel que l'a souligné Taïb Fassi-Fihri, ministre des Affaires étrangères du Maroc, lors d'une conférence à l'IRIS à Paris le 28 mars.

ACTUALITÉS MÉDITERRANÉE

Le MAEE et le PNUD lancent un appel à projet ISI@MED

Dans son rôle de soutien à la coopération décentralisée, la Délégation à l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) du ministère des Affaires étrangères (MAEE) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) lancent un appel à projet ISI@MED (Initiative Société de l'Information pour la Méditerranée) qui vise à réduire la fracture numérique dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée.

ACTUALITÉS ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, adjoint au maire de Gières

Discours du Président algérien Abdelaziz Bouteflika

Attendu depuis des mois, le Président algérien Abdelaziz Bouteflika a donné le 15 avril dernier son premier discours télévisé depuis les émeutes arabes. L'objectif principal de cette allocution est de donner un souffle nouveau aux principes démocratiques algériens. Les thèmes abordés ont été la révision de la Constitution, la loi sur les partis politiques, le code électoral, celui des wilayas et enfin, le code de l'information.

Revue de presse algérienne

Le discours du président ne semble pas avoir convaincu la société civile et les médias algériens. Au lendemain de l'allocution, le quotidien national « El Watan » parle d'un président qui : « était loin des attentes des Algériens (...) Ce qui était annoncé comme étant des décisions politiques majeures s'avère être un coup d'épée dans l'eau pour gagner du temps ». Le quotidien ajoute que « Bouteflika s'est fait la voix d'un système qui veut garder les choses en main tout en faisant miroiter des réformes qui ne le sont pas ».

Une déception qui est également partagée par le quotidien Liberté qui qualifie le discours présidentiel de « vaines promesses » et un prétexte pour s'éterniser au pouvoir.

Une concordance que l'on retrouve également dans Le Quotidien d'Oran qui parle de « l'illusion de créer un changement en profondeur ». Pour le quotidien, une modification de la Constitution est surtout un gage d'assurance qui prémunirait le chef de l'état et ses proches d'une éventuelle succession si celle-ci devait être anticipée.

(Sources : El Watan, du 16 avril 2011 ; Liberté, du 19 avril 2011, le Quotidien d'Oran, du 20 avril 2011)

ACTUALITÉS MÉDITERRANÉE

Appel à projets de la région PACA

La Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur lance un appel à projet dans le cadre du fonds conjoint Etat-région pour le soutien de la coopération décentralisée en Méditerranée. Un appel qui s'adresse aux collectivités territoriales de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur dans le cadre de leur partenariat avec les autorités locales étrangères.

Méditerranée

ACTUALITÉS PALESTINE

Visite à la nouvelle mairie de Kafriat (visite conjointe RCDP-SCAC du Consulat général de France à Jérusalem)

La ville de Kafriat, qui se trouve au sud de la ville de Toulkarem, est le résultat d'une fusion récente de 7 villages voisins : Jbara, Alrass, Kur, Kufur Sourre, Kufur Zebad, Kufur Jammal, Kufur Ab-boush. La ville de 10 000 habitants est à la recherche d'un partenariat avec une collectivité française.

Assassinat de Vittorio Arrigoni, militant pacifiste pro-palestinien

Un militant pacifiste pro-palestinien, Vittorio Arrigoni, a été assassiné à Gaza, le 14 avril, par des islamistes radicaux qui l'avaient pris en otage pour obtenir la libération de responsables de leurs groupes emprisonnés par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), qui contrôle entièrement la bande de Gaza depuis juin 2007. Vittorio Arrigoni était membre de l'International Solidarity Movement (ISM).

A Paris, Mahmoud Abbas optimiste pour la reconnaissance de l'Etat palestinien

Le président de l'Autorité palestinienne a été reçu, jeudi 21 avril, à Paris, par le Président Nicolas Sarkozy pour, a dit Mahmoud Abbas, lui "demander conseil" sur les démarches à suivre en vue de la reconnaissance d'un Etat palestinien. Paris semble envisager une reconnaissance unilatérale. Pour l'instant, 110 pays ont reconnu la Palestine en tant qu'Etat.

ACTUALITÉS ISRAEL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne, du 25 au 28 octobre 2011, à Haïfa

Suite à la réunion le 21 mars 2011 du comité de pilotage des Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne, qui auront lieu à Haïfa, du 25 au 28 octobre 2011, vous êtes invités à manifester votre intérêt pour participer à cette manifestation auprès de Simoné Giovetti (s.giovetti@cites-unies-france.org) pour participer au déroulement des tables rondes (élus et experts).

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Réunion du RCDP sur la thématique de l'eau et la préparation des prochaines Assises franco-palestiniennes, à Montreuil

Le Réseau pour la Coopération Décentralisée en Palestine s'est réuni à Montreuil, le 19 avril, pour une journée d'échanges. La matinée a été consacrée à la thématique de l'eau et l'assainissement dans les projets de coopération décentralisée franco-palestiniens, avec un point sur la situation du secteur de l'eau dans les territoires et des présentations de montage de projets par différentes collectivités. L'après-midi a été dédiée à la préparation des 3^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco palestinienne, qui devraient se dérouler à la fin du mois de janvier 2012, probablement à Beit Saour (à confirmer).



Les thématiques proposées sont les suivantes : eau ; développement économique et agricole ; formation, éducation, jeunesse ; patrimoine, mémoire, culture. D'autres thèmes seront abordés comme les relations entre collectivités et société civile palestinienne, le Réseau Europe pour la paix, comment travailler à Gaza... sont à valider par le comité de pilotage palestinien qui se réunira d'ici le mois de juin 2011.

Une conférence sur « le rôle des collectivités dans la constitution de l'Etat palestinien » aura lieu le 8 juillet 2011 lors du 2^{ème} Forum pour la Coopération Internationale des Collectivités, au Palais des Congrès à Paris.

Vous trouverez à l'adresse suivante un extrait vidéo de la réunion (intervention de S. Ibrachith, conseiller auprès de la Mission de Palestine en France ; intervention de Maité Gerschwitz, chargée de mission, Ville de Montreuil) : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1244>

Séminaire des Nations Unies sur l'aide au peuple palestinien, les 28 et 29 avril 2011, à Helsinki

Le RCDP a été invité à participer à ce séminaire. L'Autorité Palestinienne construit les bases pour la création d'un Etat viable et souverain. Ce séminaire veut apporter sa contribution en vue du rendez-vous de septembre, à l'Assemblée Générale des Nations Unies, quand, on l'espère, la création d'un Etat Palestinien deviendra réalité.



Le point sur les coopérations et l'accompagnement du RCDP

Focus sur la coopération Nanterre – Aizaria : Séjour de solidarité des jeunes Nanterriens en Palestine

Retrouvailles chaleureuses et découvertes inoubliables pour les dix jeunes de Nanterre qui se sont rendus en Palestine, du 12 au 26 février, dans le cadre du projet « **Une passerelle entre deux mondes** » porté par la direction de l'action jeunesse et le service des relations et coopération avec le monde.

Le programme du séjour des jeunes de Nanterre en Palestine a été intense en rencontres, visites et activités. Le séjour était structuré en deux parties : la première semaine tout le groupe est resté ensemble pour visiter Jérusalem et sa banlieue et le camp de réfugiés de Dehaisheh – Bethlehem, Ramallah et Naplouse.

Les jeunes ont pu se rendre compte de la situation en Palestine, à travers différentes visites et rencontres avec des responsables politiques, Michel Warszawsky, le consulat de France auprès duquel les jeunes ont présenté leur projet, ou encore avec les mouvements sociaux comme le centre social Fenix (un groupe de jeunes du centre avait été accueilli à Nanterre en 2007). La deuxième semaine, les jeunes se sont répartis en deux groupes, l'un se rendant à Aizaria, dans la banlieue de Jérusalem (ville partenaire de Nanterre) pour participer à des activités et à des visites avec les jeunes Palestiniens. Les jeunes ont aussi développé des activités dans les écoles sur le cirque et le secourisme. Un jeune Nanterrien a peint une fresque de 30m sur le mur de séparation. L'autre groupe s'est rendu à Naplouse, accueilli par l'association Human Supporters, où il a participé à l'animation d'activités avec des groupes de jeunes et d'enfants et a pu partager des moments avec des habitants du camp de Balata.

Coopération Gennevilliers et Al-Bireh

Dans le cadre de la coopération décentralisée entre la ville d'Al-Bireh et Gennevilliers, et en préparation de la rencontre internationale des enfants prévue en juillet prochain à Gennevilliers, le RCDP est entré en contact avec le centre de loisirs Robert Desnos. Deux échanges vidéo ont eu lieu pour préparer la rencontre. Ces échanges ont pour vocation de permettre aux enfants des deux côtés de faire connaissance et de partager des idées autour des thèmes qui vont être abordés pendant la conférence (la paix, le climat, la nourriture, etc.)

Coopération Fosse-Bilin

Le RCDP a suivi les démarches et le paiement d'achat du bus pour le village de Bilin et l'inscription des logos des associations et des organismes qui ont financé le projet.

Coopération Bouguenais et Anabta

Le RCDP a assuré la traduction du rapport technique et financier sur le fonctionnement du centre multimédia et la bibliothèque municipale d'Anabta. Ce rapport va être déposé au ministère des Affaires étrangères et européennes et à l'Agence Mondiale de Solidarité Numérique, en vue d'acquiescer un financement pour poursuivre le travail de modernisation de la bibliothèque et du centre.

Coopération Saffa - Cergy-Pontoise

Dans le cadre de la coopération sportive entre le CPFC (Cergy-Pontoise) et le club sportif, le CPFC a rencontré ce mois d'avril deux entraîneurs de foot du club sportif de Saffa pour suivre un stage d'immersion intensif qui s'est déroulé du 8 au 16 avril. Cette formation

a pour objectif d'améliorer l'encadrement des enfants qui apprennent le football au sein du club de Saffa et vise la tranche d'âge des 9-12 ans. A la demande du village de Saffa, la ville de Cergy poursuit l'organisation des cours de français à Saffa.

Coopération CG93 et Jenine, Toulkarem, Qalqilia

Le représentant du RCDP à Ramallah a accompagné, à l'invitation du conseil général de Seine-Saint-Denis, six bibliothécaires des villes de Qalqilia, Jenine et Toulkarem dans un stage de formation en France du 7 au 13 mars 2011 en Seine-Saint-Denis et à la Rochelle. Ce stage de formation est issu d'une coopération culturelle entre les trois villes palestiniennes et le CG93.

Coopération Saint-Brieuc – Battir et Kufur Thilth

Suite à une proposition du RCDP à Madame Luanay, chargée de coopération décentralisée à Saint-Brieuc, une conférence a été organisée le 28 mars au siège du RCDP entre le maire de Battir, Mme Luanay et Yasser Abed afin de discuter du projet d'aménagement d'un terrain de foot à Battir en 2011.

Coopération Lyon et Jéricho

La Ville de Lyon effectuera une mission à Jéricho en mai prochain.



Méditerranée

Reconnaître l'Etat Palestinien, par Claude NICOLET, Président du RCDP

Le moment est venu de reconnaître l'Etat palestinien. En particulier pour la France. Plusieurs raisons : tout d'abord parce qu'il est déjà presque trop tard. Les réalités humaines (le nombre de colons), urbaines (le développement des colonies), physiques (le mur et ses différents impacts, le tronçonnage de la Cisjordanie par les routes, les check-points, le blocus de la bande de Gaza), militaires (l'occupation), politiques (la division du mouvement de libération nationale palestinien, la radicalisation des gouvernements israéliens), l'absence de volonté voire de courage de la « communauté internationale » (dont la non-reconnaissance des élections de 2005 en Palestine), rendent désormais la solution de « deux Etats » de plus en plus improbable.

A défaut, il ne restera à terme ou à très long terme que la perspective de l'Etat binational. Devant l'absence de perspectives politiques, l'idée fait son chemin. Ultra minoritaire pour le moment, sa crédibilité se renforce. En effet, que faire et quel avenir pour les Palestiniens si le rêve de la création d'un Etat souverain venait à disparaître définitivement ? Une gigantesque « réserve » dans laquelle vivraient des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, sans droits particuliers, sans citoyenneté, placée sous contrôle israélien ad vitam est-elle envisageable ? Bien sûr que non. La seule perspective sérieuse serait alors de les intégrer pleinement à Israël, car ils n'iront pas ailleurs.

Il s'agirait d'une décision lourde de conséquences. Il y a déjà 20% d'arabes israéliens, l'Etat binational sous-entend donc la disparition à terme d'Israël comme Etat juif s'il veut, dans ces conditions, rester démocratique et être l'Etat de tous ses citoyens.

En réalité, la tentative de lente digestion de la Palestine par Israël est aujourd'hui de plus en plus difficile. Les bouleversements politiques gigantesques qui sont à l'œuvre dans l'ensemble du monde arabe transforment totalement les données de la question israélo-palestinienne, qui en réalité était figée depuis l'assassinat d'Yitzhak Rabin en 1995. Dans un monde arabe qui marche vers la liberté et la démocratie, la situation réservée aux Palestiniens apparaîtra de plus en plus pour ce qu'elle est : intolérable.

L'un des fondements politiques et stratégiques d'Israël « la seule démocratie du Proche et du Moyen-Orient » ne sera plus tenable. Dès lors, l'occupation ne pourra plus être revêtue sous les oripeaux de la sécurité mais n'offrira que le visage de la répression. Une Egypte révolutionnaire et démocratique pourra-t-elle maintenir dans le temps une alliance stratégique avec son voisin hébreux et avec les Etats-Unis d'Amérique sans reconsidérer sa position vis-à-vis de la question palestinienne ? Ce raisonnement s'étendra aussi aux autres Etats arabes, en particulier au regard de ce qui se passe en Syrie.

Et puis qu'advierait-il si une autre opération « plomb durci » se renouvelait ? Après les deux résolutions de l'ONU concernant la Libye et la Côte d'Ivoire, donnant mandat à la « communauté internationale » de protéger les civils, il serait très difficile de ne pas intervenir. Contre Israël ? Chacun sait que non. Contre les milices du Hamas, contre d'autres groupes radicaux qui se structurent ? Chacun voit que cette situation est intenable.

Cette évolution du rapport de force est paradoxale car il ne provient pas d'une nouvelle situation militaire issue d'une nouvelle guerre israélo-arabe. Il est la pleine expression du « soft power » en quelque sorte. Elle est le résultat de l'expression de la puissance des peuples qui s'expriment et cherchent leur voie vers la liberté et l'émancipation. Ce mouvement de fond peut tout balayer et renverser les situations politiques que l'on pensait les plus assurées. Dans ce cadre, le maintien sous domination étrangère du peuple palestinien sera intenable pour Israël. La recherche d'une "réconciliation" au sein du mouvement national palestinien devient dès lors une obligation sous peine de rejet par les Palestiniens eux-mêmes des actuelles formations politiques déjà mal en point, Hamas comme Fatah.

Le président Obama a d'ores et déjà annoncé qu'il faisait de la création d'un Etat palestinien pour 2011, la priorité de sa fin de mandat dans le cadre de sa politique extérieure. Il est certain qu'un tel succès viendrait couronner son prix Nobel de la paix. Il serait surtout en bonne position pour se présenter à un second mandat. Mais l'appui des Etats-Unis d'Amérique est indispensable.

La France a aussi un rôle immense à jouer. Tout d'abord en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, une telle décision politique aurait une portée immense et rendrait tout retour en arrière impossible. Ne doutons pas qu'elle aurait la capacité d'entraîner l'Europe avec elle et en particulier l'Allemagne que nous devons aider à mieux prendre en compte les données stratégiques du bassin méditerranéen. La France par la même occasion renforcerait considérablement ses positions dans le monde arabe. Mais aussi latino-américain dont il ne faut pas oublier que certains Etats comme le Brésil ont déjà reconnu l'Etat palestinien. Le projet intéressant mais sans contenu d'Union pour la Méditerranée aurait dès lors de véritables perspectives de développement.

Le bout du chemin consiste à établir des relations plus apaisées entre les deux rives de cette mer commune, des partenariats renouvelés, c'est la vraie sécurité pour Israël et la possibilité d'organiser un vaste ensemble de coopération partagé entre l'Europe, l'Eurasie et l'Afrique. Il nous faut voir grand car une telle décision serait historique. Ce serait aussi pour la France la perspective de se redéployer au niveau mondial au service d'un dessein conforme à son génie et à l'influence politique qui doit être la sienne. Au service des peuples, de la liberté, de la démocratie, du développement et de la fraternité. Il faut impérativement saisir cette occasion et la faire partager à l'ensemble de nos partenaires et alliés. Il y a là une perspective à la hauteur de notre pays et qui participerait grandement à la création d'un monde un peu plus sûr.

Méditerranée

TUNISIE

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère

Mission technique en Tunisie du 18 au 20 avril 2011



Cités Unies France a organisé, du 18 au 20 avril dernier, une mission technique en Tunisie en vue de réaffirmer l'importance de la coopération décentralisée tuniso-française. Elle a été menée par Latifa Chay adjointe au maire de Romans-sur-Isère, la direction de



Latifa Chay, adjointe au maire de Romans-sur-Isère, et Youssef Louzir, le Conseiller diplomatique du Premier Ministre

Cités Unies France et l'Association des Maires de France. L'objectif de cette rencontre a été initialement de préparer le terrain à une mission politique au mois de juin prochain.

Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1256>

Rencontre entre le ministre tunisien Mehdi Houas et Charles Josselin, le 26 avril 2011

Le ministre du commerce et du tourisme de Tunisie, Mehdi Houas, a émis le désir de rencontrer Charles Josselin, président de CUF. Lors de la rencontre, qui s'est déroulée à Paris, le 26 avril, M. Houas a exprimé un fort intérêt d'instaurer des relations de coopération entre les régions françaises et leurs homologues tunisiennes en matière de gestion touristique et les politiques touristiques des régions françaises, de manière plus globale.

Cités Unies France a engagé des démarches et des prises de contacts, notamment par le biais de Plateforme, afin de faire fructifier cette initiative qui s'inscrit dans le renouveau des relations des collectivités territoriales françaises avec leurs homologues tunisiennes à différents échelons du territoire. Dans ce sens, il a été convenu que la question du tourisme en Tunisie serait à l'ordre du jour de la réunion groupe-pays Tunisie, le 1^{er} juin 2011 (date à confirmer).

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Linda Naili, chargée de mission (Algérie, Maroc)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Hajer Skah, chargée de mission (Liban, Tunisie)

Courriel : h.skah@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS TUNISIE

Forum tuniso-français de la société civile, les 20 et 21 mai 2011, à Tunis

Les associations tunisiennes Sawty, Amal et Enda Inter-arabe, et le collectif Randet ont le plaisir de vous inviter au premier Forum tuniso-français de la société civile, qui se tiendra à Tunis, les 20 et 21 mai 2011. Cette manifestation est organisée en partenariat avec l'Institut français de coopération (Tunisie) et l'Agence française de développement. Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1258>

Des réfugiés libyens continuent d'affluer en Tunisie

Plus de 41 600 personnes ont fui les combats en Libye via le poste frontière de Dehiba dans le sud de la Tunisie ces quatre dernières semaines, a indiqué une responsable du Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), Maness Ghanem.

Pour lire plus : <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/05/04/97001-20110504FILWWW00541-40000-libyens-fuient-en-tunisie.php>

Tourisme

Un « village de jasmin » dédié aux atouts culturels et touristiques de la Tunisie va s'implanter sur le parvis de l'Hotel de Ville de Paris, les 20 et 21 mai, dans le but de relancer le tourisme dans ce pays. (Source : www.lefigaro.fr)

Le soutien des villes françaises aux réfugiés Tunisiens

Les actions de solidarité et de soutien se multiplient en faveur des immigrés tunisiens venus se réfugier en France. La ville de Paris a mis en place tout un dispositif de d'accompagnement social et sanitaire pour aider les réfugiés tunisiens qui se trouvent actuellement dans un état de grande précarité. Loin d'être la seule dans sa démarche, les villes de Nice et de Marseille se joignent à l'élan de solidarité. Rappelons par ailleurs qu'il y a actuellement 20 000 réfugiés tunisiens présent sur le sol français.

Jeunesse

Le Mois de la mobilité internationale des jeunes, à Tourcoing

La ville de Tourcoing organise, du 9 au 27 mai 2011, le Mois de la mobilité internationale des jeunes. L'inauguration aura lieu dans le hall de l'Hôtel de Ville, le 9 mai 2011, à 14h00, en présence de Gilles Pargneaux, député européen.

Pour plus d'informations : site de la Station-Maison de la Jeunesse et des Etudiants : lastation-tourcoing.fr

Programme Jeunesse Euromed à destination des collectivités locales

Vous trouverez à l'adresse suivante toutes les informations nécessaires pour participer à l'appel qui couvre en priorité les échanges de jeunes, à hauteur de 5 à 25 000. Les collectivités locales sont éligibles, et la date de dépôt des dossiers a été fixée au 14 juin.

Pour plus d'informations :

<https://webgate.ec.europa.eu/>

France Volontaires organise le lundi 6 juin 2011 de 10h00 à 16h30, « la restitution des études régionales des dynamiques de volontariat international d'échange et de solidarité »

Cet événement a pour objectif de présenter la synthèse des études menées par France Volontaires en collaboration étroite avec les acteurs publics et associatifs dans plusieurs régions, autour des dynamiques régionales en matière d'engagement volontaire et solidaire à l'international. Une invitation et un programme plus complet seront diffusés prochainement au groupe Jeunesse de Cités Unies France.

L'OFAJ : « Deutscher Kinder- und Jugendhilfetag », du 7 au 9 juin 2011, à Stuttgart



L'OFAJ invite des responsables d'organisations éducatives, des animateurs socio-culturels et des acteurs des échanges internationaux de jeunesse au « Deutscher Kinder- und Jugendhilfetag » (journée nationale d'action en faveur de la jeunesse), le plus grand congrès et salon professionnel européen spécialisé dans le domaine de l'animation socio-éducative, de l'éducation populaire et culturelle.

Pour plus d'informations :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1247>

Présidente du groupe thématique : Hélène Vincent, adjointe au maire de Grenoble, en charge de la jeunesse

3^{èmes} Rencontres nationales de la jeunesse à l'International, le 7 avril 2011, au Conseil régional de Bourgogne



Cette journée a été riche en témoignages et en échanges. Ces rencontres ont permis de mieux appréhender les différentes formes de volontariat à l'international, d'échanger sur les bonnes pratiques et de pointer les difficultés.

Il ressort de la session plénière de la matinée qu'il existe une multitude de dispositifs d'appui à des initiatives jeunesse et de volontariat à l'international, et qui répondent à des enjeux différents. Il reste néanmoins nécessaire de susciter l'intérêt d'une partie des jeunes qui ne se sent pas concernée. Les intervenants ont souligné certes le cloisonnement entre les services des villes et ceux des élus, mais aussi celui des acteurs et professionnels de la jeunesse (animateurs socioculturels, éducateurs, conseillers mission locale...).

L'atelier 1, portant sur le volontariat en tant que tremplin professionnel pour les jeunes, a mis en exergue l'intérêt du volontariat pour les jeunes dans leur parcours professionnel, mais plusieurs limites ont été identifiées et nécessitent d'être traitées pour renforcer la reconnaissance de l'expérience du volontaire. Pour ce faire, il est important de sensibiliser au volontariat à la fois les jeunes, par l'intermédiaire des pairs et à travers les nouvelles technologies de l'information et de la communication, notamment les jeunes ayant moins d'opportunité. Mais aussi, les entreprises pour favoriser la valorisation du volontariat. L'encadrement des jeunes avant, pendant et après leur mission restant un objectif primordial.

L'atelier 2 portant sur l'engagement des jeunes volontaires a montré qu'il y avait plusieurs publics jeunes aux profils et attentes différents. Il est indispensable d'agir en faveur d'une plus grande égalité face à l'information et à l'accessibilité de ces dispositifs. La question de l'évolution de l'engagement des jeunes a été posée.

Pour finir, la présidente du groupe thématique Jeunesse de CUF, Hélène Vincent, a insisté sur le fait que ces initiatives s'inscrivent sur le long terme et que les réunions du groupe jeunesse permettent de poursuivre les échanges d'expériences entre collectivités et avec l'ensemble des acteurs de la jeunesse, et de réfléchir aux solutions à apporter pour répondre au mieux aux attentes des jeunes.



Tourisme responsable

TOURISME RESPONSABLE

Président du groupe thématique : Jean-Claude Mairal, conseiller municipal de Creuzier-le-Vieux, conseiller communautaire à Vichy Val d'Allier et secrétaire du Pays Vichy Auvergne

Seconde réunion du groupe de travail Tourisme de CGLU, du 16 au 19 mai 2011, à Nantes

La région Pays de la Loire accueillera, du 16 au 19 mai 2011, la seconde réunion du groupe de travail « Tourisme responsable » de CGLU.

Cette réunion se déroulera en deux temps. Tout d'abord, le 16 mai 2011 se tiendra la séance plénière, journée d'ouverture et de présentation des travaux engagés depuis la première réunion tenue au Yucatan (Mexique) du 22 au 26 novembre 2010. Sera notamment présenté le diagnostic du tourisme solidaire sur les 5 continents, proposé par les chercheurs de l'ITBS d'Angers, à l'Hôtel de Région des Pays de la Loire à Nantes. Cette journée est ouverte aux collectivités du groupe tourisme de Cités Unies France et aux membres du réseau de la Plate-forme coopération et tourisme responsable sur invitation.

Un second temps du 17 au 19 mai 2011 sera dédié aux collectivités membres du groupe de travail de CGLU, et se déroulera sous forme d'atelier de terrain.

Premier Séminaire franco-indien sur le tourisme durable : Perspectives croisées pour un développement touristique « vert », les 5 et 6 mai 2011, à Goa (Inde)

Organisé par l'Ambassade de France en Inde et le ministère des Affaires étrangères et européennes, ce séminaire était destiné aux collectivités françaises et indiennes ayant mis en œuvre des projets de tourisme alternatif dans le cadre de la coopération, et souhaitant partager leur expertise avec les collectivités indiennes. La plate-forme coopération et tourisme associée à la mobilisation d'experts a présenté ses activités et la réflexion multi-acteurs dans l'accompagnement des collectivités territoriales en matière de développement touristique.



Ouverture du séminaire : Mandip Singh Soin, président de l'Ecotourism Society of India, DC Sahoo, Secrétariat du tourisme de GOA, François Pujolás, consul général de France, et Roma Singh, directeur régional de la Région Ouest, Ministère du tourisme

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Linda Naili, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Eau)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS TOURISME RESPONSABLE

La prochaine réunion du groupe thématique Tourisme responsable

La prochaine réunion du groupe Tourisme responsable se réunira mi-juin, avec un focus sur les projets associant les structures de coordination et de promotion locale du tourisme (office du tourisme, syndicat d'initiative...).

La date sera communiquée dans les plus brefs délais.

Conférence des bailleurs de fonds sur le projet régional « Développement durable du tourisme dans un réseau de parcs transfrontaliers et aires protégées en Afrique de l'Ouest »

A Dakar, les 27 et 28 mai 2011, l'Organisation Mondiale du Tourisme organise en partenariat avec l'OCI et le gouvernement du Sénégal cet événement pour présenter et mobiliser les collectivités à la réflexion menée sur la gestion des aires protégées.



17



Institutions européennes

Pôle d'expertise européenne – formation : « Comment répondre aux appels à propositions européens ? »

Les 13, 14 et 15 avril 2011, Cités Unies France et l'Agence Française de Développement ont organisé la troisième session de formation à destination des collectivités territoriales françaises sur les financements européens. En présence d'experts, de l'AFD et de Cités Unies France, les stagiaires ont reçu une formation leur donnant les clés pour trouver les financements susceptibles de financer leur projet. Ils ont également acquis les éléments nécessaires pour monter un cadre logique et ainsi remplir une demande de subvention européenne.

Les stagiaires se sont déclarés très satisfaits de ce module qui a répondu à leurs attentes en la matière. Ils ont particulièrement apprécié la pédagogie interactive de la formation, permettant à chacun d'acquérir la logique de l'approche projet par objectif préconisée tant par l'Union que par l'ensemble des bailleurs internationaux.

Une nouvelle édition de la formation sera proposée courant septembre 2011, les dates seront communiquées prochainement.

Platforma

Platforma a édité une publication « Coopérations décentralisées pour le développement – Perspectives européennes ». Cette publication présente la diversité des actions de coopération entreprises par les autorités locales et régionales européennes à travers une série de cas pratiques. Elle offre également un aperçu du travail de Platforma.

Cette publication est consultable en ligne : <http://www.platforma-dev.eu/fr/publicationFR.htm>.

Appels à propositions européens 2011 : des financements plus adaptés aux réalités des actions de coopération décentralisée

Comme il a été demandé par les collectivités territoriales, l'Union européenne a fortement augmenté l'enveloppe des appels à propositions pour les actions concernant un seul pays et baissé l'enveloppe consacrée aux actions multi-pays.

DevCo, anciennement EuropeAid, publiera le prochain appel à propositions multi-pays pour les collectivités territoriales courant septembre (et non en juin comme annoncé initialement).

Publication : septembre 2011

Montant global de l'enveloppe : 4 millions d'euros

Durée : entre 2 à 5 ans

Montant de la subvention : 500 000 à 1 500 000 euros

DevCo publiera en 2011 39 appels à propositions.

- Afrique, Caraïbes, Pacifique : 12 millions d'euros

Cameroun, Tchad, Dominique Républicaine, Gabon, Ghana, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Madagascar, RCA, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Zambie.

- Amérique : 8 millions d'euros

Argentine, Bolivie, Brésil, Chile, Colombie, Cuba, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Venezuela

- Asie et Europe : 7 millions d'euros

Cambodge, Inde, Laos, Kazakhstan, Yémen, Arménie, Biélorussie, Liban, Moldavie, Ukraine

Durée : 1 à 5 ans

Montant de la subvention : 20 000 à 1 000 000 d'euros

Le résultat de la consultation publique : « Quels instruments financiers pour l'action extérieure de l'UE après 2013 ? », lancée par la Commission européenne, est consultable sur le site de DevCo.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Coopération décentralisée : de nouveaux outils au service de la politique d'influence de la France

Le Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales, Antoine Joly, a lancé le 18 avril 2011, au Centre de la Presse Etrangère, à l'attention des villes, régions et départements français, trois nouveaux outils au service de la politique d'influence de la France.

Trois initiatives viennent d'être lancées afin de mieux mobiliser l'expertise des collectivités territoriales, de construire un partenariat gagnant-gagnant dans les pays émergents et d'offrir de nouvelles opportunités en Méditerranée. Ces initiatives témoignent du partenariat dynamique qu'a su construire depuis quelques années le ministère des Affaires étrangères et européennes avec les acteurs de la coopération décentralisée. Elles permettent par ailleurs d'améliorer, au sein de la Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats, la cohérence de la réponse française aux enjeux globaux, dans le respect de l'autonomie de gestion des collectivités territoriales, tout en recherchant, dans la concertation et dans le travail en réseau, une meilleure efficacité et une plus grande coordination.

- Un Programme d'appui à la coopération thématique des collectivités territoriales : PACT2

L'action internationale des collectivités territoriales s'appuie désormais de plus en plus sur leurs compétences et leurs savoir-faire dans des domaines d'intervention souvent au cœur des grands défis mondiaux (changement climatique, cohésion sociale, développement économique, diversité culturelle...). Ce nouveau programme Pact2 est un instrument innovant de mobilisation de l'expertise des collectivités territoriales au service de l'influence de la France.

- Trois appels à projets en partenariat avec trois pays émergents : l'Inde, le Brésil et l'Argentine

Ces appels à projets, lancés en collaboration les gouvernements de l'Inde, de l'Argentine et du Brésil, permettront de soutenir et de développer la coopération décentralisée avec ces trois Etats dans une perspective gagnant-gagnant. Dans les pays dits émergents, le renforcement de nos positions passe dans une large mesure par celui des positions des acteurs des territoires au niveau local : collectivités territoriales, universités, centres de recherche ou pôles de compétitivité.

D'autres appels à projets conjoints sont en cours de négociation avec d'autres Etats, notamment avec la Chine, le Maroc et la Russie.

- Un appel à projets en faveur de la Méditerranée

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales et le Conseil régional de Provence Alpes Côte d'Azur, en concertation avec toutes les collectivités territoriales de la région, lance un Fonds régional pour la coopération décentralisée en Méditerranée.

- Un appel à projets visant à réduire la fracture numérique dans les pays de la rive Sud de la Méditerranée

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet du MAEE :

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/entrees-thematiques_830/aide-au-developpement-gouvernance-democratique_1060/dispositifs-enjeux-aide-au-developpement_20515/institutions-francaises_19758/dispositif-institutionnel-francais_19759/cooperation-decentralisee-nouveaux-outils-au-service-politique-influence-france-18.04.11_91614.html

Relations entre collectivités, comités de jumelage et société civile

Cités Unies France a participé, le 18 avril dernier, à une première demi-journée d'échanges organisée par Horizons solidaires, autour des relations entre comités de jumelages et collectivités territoriales et du rôle de la société civile dans un projet de coopération décentralisée. Partant des expériences de chacun, cette rencontre a permis de soulever une liste d'interrogations pour un travail commun fructueux entre acteurs, afin d'ouvrir une réflexion sur les valeurs et le sens de l'action publique en coopération décentralisée.

Les associations ont soulevé le risque de voir les collectivités imposer un modèle de développement par le biais de la décentralisation et de supplanter par leur puissance financière d'autres formes de coopérations citoyennes.

La réflexion sur la mobilisation citoyenne, sur l'ancrage local des coopérations et sur les relations entre collectivités et comités de jumelage sont au cœur de l'action de Cités Unies France.

Plus d'informations :

Gwenaëlle Diarra-Rossignol,
Horizons solidaires,

Courriel : horizons-solidaires@orange.fr

Agenda de la coopération décentralisée

Forum pour la **Coopération**
Internationale des **Collectivités**



2^{ème} édition

7 & 8 juillet 2011 Paris Palais des Congrès

Partager et transmettre l'expertise française
en matière de développement local

Deuxième édition du Forum de la coopération internationale des collectivités locales :
7 et 8 juillet 2011 au Palais de Congrès de Paris

Les inscriptions en ligne sont ouvertes à l'adresse suivante : <http://coopdec-icic.org/inscription-au-forum> ou :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1227>

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Mission technique à Madagascar	Madagascar	27 avril - 7 mai	CUF
4 ^{ème} Forum annuel Convergences 2015	Hôtel de ville de Paris	3 - 5 mai	Convergences 2015/ACTED/ Crédit Coopératif/Mairie de Paris
Premier Séminaire franco-indien sur le tourisme durable	Goa	5 - 6 mai	Ambassade de France en Inde/ Ministère des Affaires étrangères et européennes
Conférence finale du dialogue structuré	Budapest	5 - 6 mai	Commission européenne
Réunion du groupe-pays Mali	CUF	12 mai (matin)	CUF
Réunion transversale « coopération transfrontalière et coopération décentralisée avec l'Afrique »	CUF	12 mai (après-midi)	CUF/ Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT)
Colloque national « Coopération santé France-Vietnam »	Lorient	12 mai	APPEL
Deuxième réunion du groupe de travail Tourisme de CGLU	Région Pays de la Loire	16 - 19 mai	Groupe de travail tourisme de CGLU
Journée annuelle de la coopération décentralisée	Paris	21 mai	Ambassade du Burkina Faso à Paris
Réunion du groupe-pays Niger	Bonneville	21 mai	Communauté de Communes Faucigny Glières/ CUF
Réunion conjointe des instances de l'AFCCRE et CUF	Hôtel de Ville Paris	26 mai	AFCCRE / CUF
Séminaire des partenaires de la Ville de Bamako	Angers	26 - 27 mai	Ville d'Angers et partenaires
Réunion internationale du lancement du processus « Autorités locales et régionales » du 6 ^{ème} Forum mondial de l'eau	Lyon	30 - 31 mai	Conseil national français du comité international d'organisation du Forum

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
France Volontaires « La restitution des études régionales des dynamiques de volontariat international d'échange et de solidarité »	Paris	6 juin	France Volontaires/CUF
Journée nationale d'action en faveur de la jeunesse	Stuttgart	7 - 9 juin 2011	OFAJ
Réunion du bureau exécutif de Cités Unies France	CUF	8 juin	CUF
Réunion du Groupe-pays Vietnam	CUF	Juin (à confirmer)	CUF
Séminaire d'élus à Bruxelles	Bruxelles	9 - 10 juin	
Réunion du Comité de pilotage mixte des Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	Tokyo	16 juin (à confirmer)	Comité de pilotage
Première Université de Printemps du Développement Durable	Chefchaouen (Maroc)	16 - 18 juin	Association marocaine des éco-villes
Bureau exécutif mondial de CGLU	Rabat	22 - 24 juin	CGLU
Forum des coopérations décentralisées avec le Burkina Faso	Chambéry	24 - 25 juin	Ville de Chambéry / CUF
9 ^{ème} Forum Mondial du Développement Durable : «Les enjeux géostratégiques de la Méditerranée et de l'espace européen : Environnement, Energie, Développement»	Paris	27 - 28 juin	Passages/ADAPes
Forum pour la coopération internationale des collectivités / Assemblée générale de Cités Unies France	Paris, Palais des Congrès	7 - 8 juillet	CUF / ICIC
Assises de la coopération décentralisée libano-françaises	Beyrouth	automne (reportées de juillet)	CUF

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2011)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPRU	Dossier pays Russie (à paraître)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPVN	Dossier pays Vietnam (à paraître)	2011
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPBR	Dossier pays Brésil (épuisé - nouvelle édition à paraître en 2011)	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2011
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2011
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2011



Publications

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPCH	Répertoire des partenariats franco-chinois
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPEU-a	Répertoire des partenariats franco-américains (en anglais)
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPBE	Répertoire des partenariats franco-bénois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro07	Migrants et collectivités territoriales	2008
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010



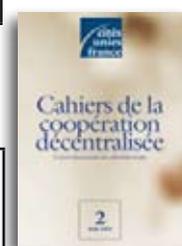
Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REFo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REFo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REFo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REFo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010



Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€
AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22€



NOUVEAU ! Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2009	30€
-------	---	------	-----



9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41
Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org
Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org